

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 59

12 janvier 2009

SOMMAIRE

Bond Street Properties S.A.	2825	LBBW Luxembourg S.A.	2806
BUPA Europe Limited	2830	LOWO Holdings S.A.	2831
CAMCO Fonds	2791	LOWO Holdings S.A.	2831
CHART High Value / Yield Fund	2790	Lux-World Fund	2787
Chauffage du Nord S.à.r.l.	2824	MTL S.A.	2831
Cogexim S.A.	2830	Octir International S.A.	2791
Cordius	2786	Ornig & Scheibert Software S.à.r.l.	2829
Digital Funds	2787	Parcadia Asset Management S.A.	2824
Emporio International S.à r.l.	2829	Partners Group Global Value	2808
Evolution Plus S.à r.l.	2832	Partners Group Global Value SICAV	2808
French Retail 2 S.A.	2816	Plafotech S.A.	2826
Getronics PSF Luxembourg	2828	Pradera European Retail Fund	2789
Grep Thionville I	2813	Private Collection S.à r.l.	2830
GREP Toulouse I Sàrl	2820	Prop S.A.	2825
Halford International S.à r.l.	2827	Record Fund	2790
H & A Lux EuropeDividend	2788	SGI Consulting S.A.	2829
H & A Lux Partners AIP FIS	2824	Société Immobilière Patrimoniale Massa- randuba S.A.	2832
Héritage Commercial Ventures S.A.	2827	Sometimes S.à r.l.	2830
Heureka Privatfonds 1 - SIF	2808	Sun Microsystems Luxembourg S.à.r.l. ...	2826
Hottinger International Fund	2786	Transports CITAL S.A.	2831
ING International Currency Management Fund	2790	Uknitum Holding S.A.	2832
ING (L) Invest	2788	Veolia Propreté Luxembourg S.à r.l.	2829
ING (L) Patrimonial	2789	WestSelect	2792
ING (L) Renta Cash	2789	XB Luxembourg Holdings 1 S.A.	2827
Intel Holding S.A.	2788	XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	2828

Cordius, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.128.

—
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de CORDIUS aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 28 janvier 2009 à 11 heures 30

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2008
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2008
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2008
5. Election du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 26 janvier 2009 auprès de CORDIUS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Madame Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009004082/755/27.

Hottinger International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 24.050.

1. Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 janvier 2009 à 10.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Modification de l'article 6 des statuts de la SICAV afin de prévoir que le Conseil d'Administration pourra décider du «split» ainsi que du «reverse split» d'une classe d'action d'un compartiment de la SICAV

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires au porteur qui souhaitent participer à la présente Assemblée doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

2. Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires du compartiment HOTTINGER INTERNATIONAL FUND - SHORT TERM USD SOVEREIGN FUND à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra sous seing privé le 30 janvier 2009 à 10.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Effectuer avec effet au 30 janvier 2009 un "split" des actions de la classe de capitalisation du compartiment HOTTINGER INTERNATIONAL FUND - SHORT TERM USD SOVEREIGN FUND, La valeur nette d'inventaire du 30 janvier 2009 sera pour la classe de capitalisation multipliée par le ratio d'échange de 1/10.

Les ordres de souscription, de remboursement et de conversion réceptionnés après le cut-off de 16h30 (heure à Luxembourg) le 29 janvier 2009 seront, sous réserve de la décision de l'AGE, exécutés à la Valeur Nette d'Inventaire du 30 janvier 2009 tenant compte du «split» des actions. La valeur nette d'inventaire sera publiée de façon usuelle.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité simple des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009004085/755/35.

Lux-World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 48.864.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le mercredi 21 janvier 2009 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- (1) Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2008.
- (2) Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2008; affectation des résultats.
- (3) Donner quitus aux Administrateurs.
- (4) Nominations statutaires.
- (5) Nomination du réviseur d'entreprises.
- (6) Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Banque Raiffeisen S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009000148/755/30.

Digital Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 66.323.

Les actionnaires sont cordialement invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires de DIGITAL FUNDS (la «Société») qui se tiendra au siège social de la Société le mercredi 28 janvier 2009 à 11 heures avec l'agenda suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2008
3. Décision sur la répartition du résultat net
4. Décharge aux membres du Conseil d'Administration et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice social clôturé au 30 septembre 2008
5. Election et rémunération des mandats du Conseil d'Administration
6. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises indépendant
7. Divers

Les actionnaires sont informés qu'aucun quorum n'est nécessaire pour les points repris à l'Agenda de l'Assemblée Générale Annuelle et que les décisions seront prises à la majorité des actions présentes ou représentées.

Afin de pouvoir participer à l'Assemblée Générale Annuelle, les actionnaires au porteur devront déposer ou bloquer leurs actions cinq jours ouvrés avant la tenue de l'Assemblée auprès du siège social de la Société, ou de la banque dépositaire UBS (Luxembourg) S.A. au 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg ou auprès des agents chargés du service financier des pays dans lesquels les actions de la Société sont commercialisées.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009004083/755/26.

Intel Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 35.509.

Les actionnaires et porteurs de parts de fondateur sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le *30 janvier 2009* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 octobre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009004086/795/18.

H & A Lux EuropeDividend, Fonds Commun de Placement.

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. vom 15. Dezember 2008 wurde das Sondervermögen H & A Lux Europe Dividend am 30. Dezember 2008 aus wirtschaftlichen Gründen aufgelöst.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im Januar 2009.

Hauck Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Für den Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009004078/1346/10.

ING (L) Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 44.873.

Les actionnaires sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le jeudi *22 janvier 2009* à 14.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009000161/584/23.

ING (L) Renta Cash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 29.765.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le jeudi 22 janvier 2009 à 10.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009000166/584/21.

Pradera European Retail Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

EXTRAIT

Le Règlement de Gestion, daté du 21 novembre 2008, a été déposé au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Pour la société

Pradera Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008157750/267/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07564. - Reçu 108,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

ING (L) Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.401.

Les actionnaires sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le jeudi 22 janvier 2009 à 11.15 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.

6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009000163/584/23.

ING International Currency Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 40.811.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg sis 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le 21 janvier 2009 à 15.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009000168/584/21.

Record Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.963.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux sis au 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le jeudi 22 janvier 2009 à 16.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009000170/584/21.

CHART High Value / Yield Fund, Fonds Commun de Placement.

Der Beschluss zur Änderung des Verwaltungsreglements des CHART High Value / Yield Fund, der von der M.M.Warburg-LuxInvest S.A. verwaltet wird und den Anforderungen von Teil I des Gesetzes von 2002 entspricht, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Cette Hinterlegung erfolgt zum Zwecke der Eintragung eines entsprechenden Hinweises im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. Dezember 2008.

Für die Verwaltungsgesellschaft

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009003282/2112/16.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09696. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080192177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

CAMCO Fonds, Fonds Commun de Placement.

Der Beschluss zur Änderung des Verwaltungsreglements des CAMCO Fonds, der von der Quint:Essence Capital S.A. (vormals CAMCO Investment Management S.A.) verwaltet wird und den Anforderungen von Teil I des Gesetzes von 2002 entspricht, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Cette Hinterlegung erfolgt zum Zwecke der Eintragung eines entsprechenden Hinweises im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. Dezember 2008.

Für die Verwaltungsgesellschaft

Quint:Essence Capital S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009003283/2112/16.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09700. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080192187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Octir International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 55.149.

L'an deux mille huit, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OCTIR INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 55.149.

Ladite société a été constituée suivant acte reçu par Maître Tom METZLER, notaire résidant alors à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 31 mai 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 442 du 9 septembre 1996. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître André SCHWACHTGEN, notaire résidant alors à Luxembourg, en date du 5 juin 2000, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 750 du 12 octobre 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sabine PERRIER, employée privée, demeurant au 5 Chemin du Colombier à 57100 Thionville, France.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Madame la Présidente expose ensuite:

a) qu'il résulte de la liste de présence que les soixante-dix mille (70.000) actions d'une valeur nominale de cinquante Euro (€ 50,00) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trois millions cinq cent mille Euro (€ 3.500.000) sont représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ou leurs mandataires ayant renoncé à toutes formalités de convocations.

Ladite liste de présence, portant la signature des actionnaires présents ou représentés, ainsi que celles des membres du bureau, restera annexée au présent procès verbal ensemble avec les procurations pour être soumise aux formalités d'enregistrement.

b) que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats respectifs à ce jour
4. Divers

c) que la présente assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et, après s'être reconnue régulièrement constituée et après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la mise en liquidation de la société avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

Est nommé liquidateur, Madame Sabine PERRIER, employée privée, née le 22 avril 1959, avec adresse professionnelle à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif de la société et d'apurer le passif. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le Liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations sociales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation.

Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'assemblée générale des actionnaires.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. Perrier, C. Petit, I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 24 décembre 2008. LAC/2008/52408. - Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2009.

M. SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009003284/5770/68.

(090001134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2009.

WestSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.708.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht, am neunten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Henri HELLINCKX, Notar mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

WestLB International S.A. (Luxembourg), eine Aktiengesellschaft mit Sitz in L-1330 Luxembourg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

hier vertreten durch Stefan LUDÉS, Privatangestellter, beruflich ansässig in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 12. November 2008.

Die bezeichnete Vollmacht, welche "ne varietur" durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei sowie den unterzeichneten Notar paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um ihr formalisiert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die folgende Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), welche als Gesellschaft mit variablem Kapital organisiert (société d'investissement à capital variable) werden soll, wie folgt zu beurkunden:

A. Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche nachfolgend Inhaber von ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft (Société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'investissement à capital variable, SICAV) unter dem Namen „WestSelect“ (die „Gesellschaft“ oder der „Fonds“).

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden, keinesfalls jedoch in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände beendet sind; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens sowohl in Wertpapieren als auch in anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und Finanzinstrumenten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz von 2002“) jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet.

B. Gesellschaftskapital, Anteile, Anteilklassen, Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital und Anteilklassen. Das Gesellschaftskapital wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens des Fonds gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital muss dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,) entsprechen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in sechshundertundzwanzig (620) voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro aufgestellt.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können nach Wahl des Verwaltungsrates unterschiedlichen Anteilklassen angehören.

Der Verwaltungsrat bildet für jede Anteilklasse oder für mehrere Anteilklassen (Anteilklasse oder Anteilklassen) in der im nachfolgenden Artikel 11 beschriebenen Art und Weise ein Portfolio von Vermögenswerten, welches den Fonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes von 2002 darstellt. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird das Portfolio ausschließlich zugunsten der betreffenden Anteilklasse(n) angelegt. Die Gesellschaft stellt eine einzige Rechtsperson dar. Allerdings ist hinsichtlich Dritter, insbesondere im Verhältnis zu Gläubigern der Gesellschaft, der Fonds nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich, die dem Fonds zuzuordnen sind.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das Nettovermögen, welches jeder Anteilklasse zuzuordnen ist, in Euro konvertiert, sofern es nicht bereits auf Euro lautet.

Art. 6. Anteile. Anteile an dem Fonds lauten grundsätzlich auf den Inhaber.

1. Die Ausgabe der Anteile erfolgt in der Stückelung, wie sie vom Verwaltungsrat vorgegeben wird und sie werden auf ihrer Vorderseite den Vermerk enthalten, dass sie nicht an eine US-Person aus, oder mit Wohnsitz in, den Vereinigten Staaten von Amerika oder an amerikanische Staatsbürger oder an eine juristische Person, welche von oder für eine US-Person errichtet ist (entsprechend der Definition in Artikel 8 dieser Satzung), übertragen werden können.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, für den Fonds mehrere Anteilklassen vorzusehen, welche auf Grund eines Verwaltungsratsbeschlusses (Zwischenausschüttungen) oder der Ordentlichen Generalversammlung (Ausschüttung für das vergangene Geschäftsjahr) ausschütten können. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im Verkaufsprospekt.

Die Übertragung der Inhaberanteile erfolgt durch Übergabe der entsprechenden Anteilszertifikate. Globalzertifikate können nach Ermessen des Verwaltungsrates ebenfalls ausgegeben werden.

2. Anteilszertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilszertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

3. Anteile sind im Rahmen der gesetzlichen und satzungsmäßigen Bestimmungen frei übertragbar.

4. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilsbruchteile auszugeben. Solche Anteilsbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen.

Es werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

5. Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilszertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilszertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilszertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilszertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilszertifikates getragen wurden, auferlegen.

6. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteile im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen, oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft bestellen. Ist ein solcher Vertreter nicht bestellt, führt dies zu einer vorübergehenden Aufhebung der Ausübung aller Rechte an diesen Anteilen.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen.

1. Der Verwaltungsrat ist jederzeit im vollen Umfang berechtigt, neue Anteile auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Anteile zu gewähren.

2. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Anteilausgabe limitieren. Er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

3. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich an dem im Verkaufsprospekt festgesetzten Bewertungstag. Ausgabepreis ist der gemäß Artikel 11 ermittelte Nettoinventarwert. Dieser Preis kann um einen Prozentsatz, der aus den geschätzten Kosten und Ausgaben, welche der Gesellschaft bei der Anlage des Emissionserlöses anfallen, besteht und um etwaige, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Verkaufsprovisionen erhöht werden. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die zwei Bankarbeitstage ab dem einschlägigen Bewertungstag nicht überschreiten darf, zu entrichten.

4. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitenden Angestellten sowie jeder anderen ordnungsgemäß hierzu ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Anteilspreis neu auszugebender Anteile entgegenzunehmen sowie diese auszuhändigen.

Werden gezeichnete Anteile nicht bezahlt, kann die Gesellschaft deren Ausgabe stornieren und sich gleichzeitig das Recht vorbehalten, ihre Ausgabegebühren und -provisionen zu verlangen.

5. Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises agréé) zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des Fonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des Fonds erfolgt. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit einer Sacheinlage von Wertpapieren sind von den jeweiligen Aktionären zu tragen.

6. Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Anteilen zeitweilig zu beschränken, auszusetzen oder endgültig einzustellen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich erstatten.

Sollte die Ermittlung des Anteilswertes aufgrund des Artikels 12 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Anteile ausgegeben.

Art. 8. Beschränkungen. Die Gesellschaft kann den Erwerb oder Besitz von Anteilen durch natürliche oder juristische Personen verhindern oder einschränken, soweit nach Meinung der Gesellschaft ein solcher Erwerb oder Besitz den Interessen der Gesellschaft zuwider liefe, soweit ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung Luxemburger oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit ein solcher Erwerb oder Besitz zur Folge hätte, dass die Gesellschaft anderen steuerlichen Regelungen unterworfen würde als solchen des Großherzogtums Luxemburg (diese Personen, Firmen oder Gesellschaften, die durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, werden im Weiteren als „Verbotene Personen“ bezeichnet).

Für diese Zwecke kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung einer Anteilsübertragung verweigern, sofern diese Ausgabe oder diese Übertragung offenbar zur Folge hätten, dass die Anteile in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Verbotenen Person übergehen; und

b) auf Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft Verbotenen Personen das Stimmrecht verweigern; und

c) einen Aktionär zum Verkauf seiner Anteile auffordern und den Nachweis binnen dreißig (30) Tagen verlangen, dass dieser Verkauf nach dieser Aufforderung auch durchgeführt wurde, sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen der Gesellschaft ist. Sofern der betreffende Aktionär dieser Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft die Gesamtheit der von diesem Aktionär gehaltenen Anteile zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen, wobei das nachfolgende Verfahren eingehalten wird:

(1) Die Gesellschaft leitet dem Aktionär, welcher die betreffenden Anteile besitzt, eine zweite Mitteilung („Rückkaufmitteilung“, nicht anwendbar für U.S. Personen) zu, welche die zurückzukaufenden Anteile näher beschreibt sowie das Verfahren festlegt, nach dem der Rückkaufpreis bestimmt wird, und den Namen des Käufers angibt.

Jede solche Mitteilung wird dem Aktionär per vorfrankiertem Einschreibebrief an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt. Der betreffende Aktionär ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich das oder die Anteilzertifikate, welche(s) die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteile repräsentiert bzw. repräsentieren sollten auszuhändigen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, welcher in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteile.

(2) Der Preis, zu welchem jedes dieser Anteile zurückgekauft werden soll (der „Rückkaufpreis“), entspricht einem auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Anteil der betreffenden Anteilklasse an einem vom Verwaltungsrat für den Anteilsrückkauf der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag, welcher dem Datum der Rückkaufmitteilung unmittelbar vorangeht oder der Einreichung des bzw. der Anteilzertifikat(es/e) über die in der Mitteilung bezeichneten Anteile unmittelbar nachfolgt, wenn anwendbar, ermittelten Betrag, wobei unter Berücksichtigung der in Artikel 9 aufgeführten Grundsätze der von beiden niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der dort vorgesehenen Provisionen erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Eigentümer der betreffenden Anteile erfolgt regelmäßig in einer Währung, welche der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Anteile der betreffenden Anteilklasse bestimmt und der entsprechende Betrag wird von der Gesellschaft zwecks Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung, wenn anwendbar) nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises oder Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Anteilzertifikat(es/e) einschließlich der noch nicht fälligen Dividendenscheine hinterlegt. Unmittelbar nach Zustellung der Rückkaufmitteilung hat der ehemalige Eigentümer weder ein Anrecht auf die betreffenden Anteile oder Teile derselben noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihre Vermögenswerte mit Ausnahme des Rechtes, den Rücknahmepreis (zinslos) bei der Bank nach tatsächlicher Rückgabe des oder der Anteilzertifikate, wie vorher beschrieben, in Empfang zu nehmen. Sofern ein nach diesem Absatz fälliger Rückkaufpreis nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum zurückgefordert wurde, kann der entsprechende Betrag nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der betreffenden Anteilklasse bzw. Anteilklassen. Der Verwaltungsrat ist in vollem Umfang berechtigt, zu entsprechender Zeit die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um diesen Vorgang umzusetzen und um diesen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der im vorliegenden Artikel übertragenen Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Falle mit der Begründung, dass das Eigentum einer bestimmten Person an den Anteilen nicht ausreichend nachgewiesen worden sei, oder dass die tatsächliche Eigentümerstellung an den betreffenden Anteilen anders war, als es der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung, soweit anwendbar, erschien in Frage gestellt oder unwirksam gemacht werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse nach Treu und Glauben ausgeübt hat.

Der Begriff der Verbotenen Person gemäß der Verwendung in dieser Satzung umfasst weder Zeichner von Anteilen der Gesellschaft, welche im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft ausgegeben wurden und von diesen Zeichnern gehalten werden, noch Wertpapierhändler, welche diese Anteile mit dem Ziel ihres Vertriebes im Rahmen einer Anteilsausgabe durch die Gesellschaft erwerben.

U. S. Personen, wie in diesem Artikel beschrieben, können eine spezielle Kategorie von Verbotenen Personen darstellen.

Sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person eine US-Person ist, die entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen ist, kann die Gesellschaft alle Anteile, die ein solcher Aktionäre hält zwangsweise ohne Aufschub zurückkaufen oder den sofortigen Rückkauf veranlassen. In diesem Fall ist die Rückkaufmitteilung, wie sie in obiger Klausel c) (1) beschrieben ist nicht anwendbar.

Soweit der Begriff „US-Person“ in den Bestimmungen dieser Satzung verwendet wird, bezeichnet dieser jeden Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika sowie jede Gesellschaft oder Vereinigung, welche nach den Gesetzen eines Staates, Staatenbundes, Gebietes oder eines Besitztums der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert oder gegründet wurde sowie jeden Besitz oder Trust, die kein solcher Besitz oder Trust sind, deren Einkünfte aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten von Amerika nicht in das der amerikanischen Einkommenssteuer unterliegende Bruttoeinkommen einzubeziehen sind, sowie jede Firma, Gesellschaft oder andere Unternehmenseinheit, sofern das Eigentum daran, unabhängig von Staatszugehörigkeit, Wohnort, Sitz oder Aufenthalt nach den jeweils geltenden Bestimmungen des Einkommensteuerrechts der Vereinigten Staaten von Amerika einer oder mehreren US- oder sonstigen Personen oder anderen „US-Personen“ gemäß Regulation S des United States Securities Act von 1933 oder gemäß den Bestimmungen des United States Internal Revenue Code von 1986, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugeordnet werden kann.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen.

1. Jeder Aktionär kann jederzeit von der Gesellschaft, entsprechend den von dem Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegten Modalitäten und Verfahren sowie innerhalb der gesetzlichen Grenzen und der Grenzen dieser Satzung, die Rücknahme aller seiner Anteile oder eines Teils davon verlangen.

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich jeder Anteilklasse Beschränkungen bezüglich der Häufigkeit mit der Anteile zurückgenommen werden können einführen; der Verwaltungsrat kann insbesondere bestimmen, dass Anteile jeder Anteilklasse nur an solchen Bewertungstagen, (jeder ein „Rücknahmetag“, alle zusammen „Rücknahmetage“) die in den Verkaufsunterlagen für die Anteile der Gesellschaft vorgesehen sind, zurückgenommen werden.

2. Die Rücknahme erfolgt zum Nettoinventarwert der Anteile der jeweiligen Anteilklasse, so wie dieser gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 bestimmt wird, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

3. Aktionäre, welche die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Anteile wünschen, müssen dies schriftlich entsprechend den in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen beantragen. Dem Antrag sind gegebenenfalls die Anteilszertifikate in ordnungsgemäßer Form sowie alle erforderlichen Unterlagen im Hinblick auf die Rücknahme beizufügen.

4. Der Rücknahmepreis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat und/oder in den Verkaufsunterlagen angegebenen Zeitraumes zu zahlen.

5. Sollte aufgrund von Artikel 12 die Ermittlung des Anteilswertes ausgesetzt werden, so erfolgt keine Rücknahme der Anteile. Gemäß dem erwähnten Artikel kann der Verwaltungsrat bei umfangreichen Rücknahmeanträgen ferner beschließen, die Anteile erst nach Verkauf genügender Vermögenswerte und nach Eingang der entsprechenden Mittel zurückzunehmen, dies unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden im Falle einer Aussetzung der Anteilswertermittlung am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

6. Sofern aufgrund eines Rücknahmeantrages die Zahl der von einem Aktionär gehaltenen Anteile oder der Betrag des von einem Aktionär im Fonds angelegten Vermögens unter ein Minimum fällt, welches vom Verwaltungsrat zu bestimmen ist, kann der entsprechende Antrag als Antrag auf Rücknahme aller von diesem Aktionär gehaltenen Anteile angesehen werden. Nach Ermessen der Gesellschaft, behält sich diese das Recht vor, den Anteilsbesitz jedes vorhandenen Aktionärs der unter das Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktionär für eine Anteilklasse fällt, ohne Gebühr in eine andere einschlägige Klasse zu überführen.

7. Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenen Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

8. Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Art. 10. Umtausch von Anteile. Sofern nichts anderes durch den Verwaltungsrat für bestimmte Anteilklassen bestimmt wurde, ist jeder Aktionär berechtigt, einen Teil oder alle seine Anteile einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse umzuwandeln.

Die Umwandlung von Anteilen von einer Anteilklasse in eine andere Anteilklasse wird mit Bezug auf den Nettoinventarwert pro Anteil der beiden Anteilklassen an dem nämlichen Bewertungstag berechnet.

Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Umwandlung, Beschränkungen festlegen, und er kann die Umwandlung nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile oder der gesamte Anteilswert der von einem Aktionär in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Anteilklasse gehaltenen Anteile behandelt wird. Anteile einer Anteilklasse werden nicht umgewandelt, sollte die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil in dieser Klasse durch die Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung ausgesetzt sein.

Die Anteile, die in andere Anteile umgetauscht worden sind, werden entwertet.

Art. 11. Ermittlung des Nettoinventarwertes. Der Anteilswert jeder Anteilklasse wird in der Referenzwährung (entsprechend den Verkaufsunterlagen für die Anteile) des Fonds ausgedrückt und an jedem Bewertungstag durch Division der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögenswerte des Gesellschaftsvermögens, d.h. des Wertes des entsprechenden Anteils der Vermögenswerte, abzüglich der jeder Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an einem Bewertungstag, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Bewertungsregeln bestimmt. Der Anteilswert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilswertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen; in diesem Fall sind alle diesbezüglichen Zeichnungen und Rückkaufanträge auf Basis der zweiten Bewertung zu behandeln.

Die Bewertung des Nettoinventarwertes des Fonds wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- a. alle Anleihen, Einlagezertifikate, Anteile, Aktien, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Wertpapiere, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen, Futures, Forwardkontrakte und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von dem Fonds gehalten oder zu seinen Gunsten erworben wurden;
- b. alle Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, welche von dem Fonds gehalten werden, einschließlich der hierauf angefallenen Zinsen;
- c. angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von dem Fonds gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- d. sämtliche sonstigen Vermögenswerte des Fonds einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben;
- e. alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- f. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- g. alle Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen;
- h. alle auf eine verzinsliche Anlage im Eigentum der Gesellschaft angefallenen Zinsen mit Ausnahme des Umfangs, der im Hauptbetrag dieses Vermögenswertes enthalten oder wiedergegeben wäre;
- i. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- j. alle anderen Vermögenswerte jeglicher Art und Natur, insbesondere im Voraus bezahlte Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a. Der Wert aller Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, fälligen Rechnungen, Forderungsmittelungen und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und wie oben beschrieben erklärten oder aufgelaufenen noch nicht erhaltenen Zinsen soll so behandelt werden, als entspreche er dem jeweils vollen Betrag. Ist der Erhalt oder die Bezahlung der vollen Summe unwahrscheinlich, ist ihr Wert nach Abzug eines für angemessen erachteten, Abschlages, der den tatsächlichen Wert wieder spiegelt, zu ermitteln.

b. Anteile an Zielfonds des offenen Typs werden zu dem von dem/r betreffenden Investmentfonds bzw. -gesellschaft, deren Verwaltungsgesellschaft oder von diesen beauftragten Dritten ermittelten offiziellen Rücknahmepreis oder zu einem inoffiziellen Rücknahmepreis (d.h. einem geschätzten Netto-Inventarwert der Zielfondsanteile), wenn dieser aktueller oder nach Auffassung der Verwaltungsrates marktgerechter als der offizielle Rücknahmepreis ist, bewertet. Der inoffizielle Rücknahmepreis kommt nur zur Anwendung, wenn dieser von der Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln bestimmt worden ist. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, sich ohne weitere Rückfragen und Nachforschungen auf die Richtigkeit der gelieferten Berechnungen des/r betreffenden Investmentfonds bzw. -gesellschaft, deren Verwaltungsgesellschaft oder des von diesen beauftragten Dritten zu verlassen, vorausgesetzt sie handelt nach Treu und Glauben. Die Bewertung auf der Basis eines inoffiziellen Rücknahmepreises der Zielfondsanteile ist endgültig, auch wenn sich nachträglich herausstellt, dass diese von der Bewertung, wie sie auf der Basis des offiziellen Rücknahmepreises berechnet worden wäre, abweicht.

Zielfondsanteile des geschlossenen Typs, einschließlich Exchange Traded Funds, die an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls keine Kurse festgelegt werden, werden diese Zielfondsanteile zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

c. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige Vermögenswerte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist.

d. Der Wert von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten und sonstigen Vermögenswerten, die auf einem anderen Geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist (ein „Geregelter Markt“) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des Abschlusskurses des vorausgehenden Geschäftstages, an diesem Geregeltem Markt, der gewöhnlich den Hauptmarkt dieser Vermögenswerte darstellt, ermittelt;

e. Nicht an Terminbörsen aber auf einem Geregelten Markt gehandelte Forwardkontrakte, Optionen und sonstige Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von dem Verwaltungsrat nach allgemein anerkannten Grundsätzen, unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Aktionäre festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze jederzeit allgemein anerkannten, durch Wirtschaftsprüfer nachprüfbar bewertungsregeln entsprechen. Der Liquidationswert von Termingeschäften (Futures, Spots, u.a.) und Optionskontrakten, die an Börsen oder auf anderen Geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der Abschlusskurse des vorausgehenden Geschäftstages dieser Kontrakte an Aktienbörsen und auf Geregelten Märkten, auf denen die betreffenden Termingeschäfte (Futures, Spots u.a.) und Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden, bestimmt. Wenn ein Termingeschäft (Futures, Spots u.a.) oder Optionskontrakt an dem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden konnte, wird der Liquidationswert dieses Kontraktes auf einer vom Verwaltungsrat für fair und angemessen gehaltenen Grundlage bestimmt.

Zinsswaps werden zu ihrem unter Bezug auf die relevante Zins-Struktur-Kurve bestimmten Marktwert bewertet. Andere Swaps werden nach fairem Marktwert bewertet, der nach Treu und Glauben den durch den Verwaltungsrat errichteten Vorgaben folgend und durch den Wirtschaftsprüfer anerkannt, ermittelt wird.

f. Die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von bis zu 60 Tagen können zu ihrem jeweiligen Renditekurs bewertet werden.

g. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile des geschlossenen Typs, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden ebenso wie alle anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

h. Alle auf eine andere Währung als die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet. Wenn diese Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Verwaltungsrat oder mittels der vom Verwaltungsrat festgelegten Verfahren ermittelt.

i. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist der Verwaltungsrat ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

j. Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Sofern für den Fonds zwei oder mehr Anteilklassen gemäß Artikel 6 dieser Satzung eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Absatz 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b. Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens.

c. Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am gesamten Netto-Fondsvermögen erhöht.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

a. sämtliche Kredite und fälligen Forderungen, welche dem Fonds zugeordnet werden;

b. sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus Krediten des Fonds (einschließlich Kreditaufnahmekosten);

c. sämtliche fällige oder anfallenden Kosten (einschließlich Verwaltungsgebühren, Anlageberatungs- und Managementgebühren, Depotbankgebühren und sonstige Vertretergebühren), welche dem Fonds zugeordnet werden;

d. sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden des Fonds;

e. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und angenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten des Fonds;

f. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen der Anlageberater oder des Anlagemanagements, der Depotbank, der Domiziliar- und Verwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, jeglicher Zahlstellen, sonstiger Vertriebsstellen und ständiger Repräsentanten in Vertriebsländern sowie sämtlicher sonstiger Zwischenstellen des Fonds umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokerggebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich des Fonds mehrere Anteilklassen nach dem folgenden Verfahren errichten.

a. Wenn mehrere Anteilklassen sich auf einen Fonds beziehen, werden die diesen Klassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam nach der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Fonds angelegt, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat berechtigt ist, innerhalb des Fonds Anteilklassen so zu definieren, dass diese (i) eine spezifische Ausschüttungspolitik verfolgen, wie Berechtigung zu Ausschüttungen oder Nicht-Berechtigung zu Ausschüttungen, und/oder (ii) eine spezifische Verkaufs- und Rücknahmegebührenstruktur aufweisen und/oder (iii) eine spezifische Vermögensverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur aufweisen und/oder (iv) eine spezifische Abtretungsstruktur hinsichtlich der Vertriebs-, Aktionärsdienst- oder anderen Gebühren aufweisen und/oder (v) eine spezifische Währungsstruktur beinhalten und/oder (vi) der Nutzung verschiedener Absicherungstechniken um in der Referenzwährung des Fonds die notierten Vermögenswerte und Gewinne in der Währung der jeweiligen Anteilklasse gegen Langzeitwährungsfluktuationen ihrer Notierungswährung zu schützen und/oder (vii) irgendeinem anderen Wesensmerkmal, dass vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht bestimmt wird, entsprechen;

b. das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Fonds zugeordnet, und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Fonds, entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen, welche den entsprechenden Anteilklassen zuzuordnen sind, werden dem Fonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

c. Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft dem Fonds zugeordnet wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind, und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem Fonds zugeordnet;

d. sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert des Fonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes des Fonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem Fonds zugeordnet;

e. wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Anteilklasse oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung des Fonds in einem Konto gehalten und/oder als separates Pool von Vermögenswerten von einem Bevollmächtigten des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Auszahlungen, verändern wird;

f. nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilswertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilswertes beauftragt, getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung des Fonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilswertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet und

4. es gelten an jedem Bewertungstag folgende Grundsätze:

- Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, so wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen;

- sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft ausgewiesen.

Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung, sowie Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Nettoinventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Anteilklasse werden von der Gesellschaft oder einer von ihr beauftragten Stelle gemäß Verkaufsprospekt, im Übrigen entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat berechnet, wobei dieses Datum oder dieser Zeitpunkt der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil in dieser Satzung als „Bewertungstag“ bezeichnet wird. Die Anteilswertberechnung erfolgt für den Fonds bzw. die Anteilklassen nach den in der Satzung festgesetzten Regeln.

2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte einer oder mehrerer Anteilklassen der Gesellschaft und die Bewertung pro Anteil sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte einer oder mehrerer Anteilklassen notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. während der Zeit, in der die Anteilsbewertung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögen angelegt ist, ausgesetzt ist;

c. in Notlagen, wenn eine oder mehrere Anteilklassen über Vermögenswerte nicht verfügen können, oder es für den Fonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

d. während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung des Fonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds notiert ist oder gehandelt wird, unterbrochen sind.

e. sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können.

f. während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Anteile der Anteilklasse Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Anteilen nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann.

g. ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft oder von Anteilklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre von einem Beschluss des Verwaltungsrates, den Fonds aufzulösen, zu annullieren zu verschmelzen.

Eine Aussetzung im Zusammenhang mit einer Anteilklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilswertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse haben. Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilswertes.

3. Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode ist im Luxemburger Wort und, je nach Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Zeitungen zu veröffentlichen; des weiteren hat eine solche Mitteilung seitens des Fonds an die betroffenen Aktionäre zu erfolgen, d.h. an diejenigen, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Anteilen der betroffenen Anteilklasse(n) eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde.

4. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, insbesondere unter den Voraussetzungen des Artikels 8, Anteile zwangsweise zurückkaufen.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Der Verwaltungsrat.

1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Gesellschafterversammlung wird außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und ihre Amtszeit bestimmen.

2. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

3. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Gesellschafterversammlung abberufen oder ersetzt werden.

4. In Zeiten der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig diese Vakanz ausfüllen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Gesellschafterversammlung treffen.

Art. 14. Verwaltungsratssitzungen.

1. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Gesellschafterversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

2. Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Gesellschafterversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Gesellschafterversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

3. Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmäßig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

4. Außer in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens 24 Stunden im Voraus schriftlich erfolgen. Auf diese Einladung kann schriftlich durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erfolgen.

5. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

6. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche Kommunikationsmittel, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

7. Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn, der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

8. Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

9. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten dem Beweise dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

10. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

11. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder ähnlichem Kommunikationsmittel.

Art. 15. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder anderweitig in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Interessen im Sinne dieses Absatzes sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Art. 18 dieser Satzung auszuüben.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich Ergänzungen („Gesetz von 1915“) oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder, durch die gemeinsame Unterschrift von leitenden Angestellten der Gesellschaft, durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds und eines leitenden Angestellten der Gesellschaft oder der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Gesellschaftszwecks auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglied(er) des Verwaltungsrates noch Gesellschafter sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 18. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt, auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung, (i) die für den Fonds zu beachtende Anlagepolitik (ii) die Währungsabsicherungsstrategien für jede Anteilklasse innerhalb des Fonds und (iii) die Richtlinien der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft, unter Wahrung der Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat unter Beachtung der anwendbaren Gesetze und Vorschriften festgesetzt wurden, zu bestimmen.

Die Anlagepolitik des Fonds wird durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktionäre, die Anteile des Fonds halten.

Der Verwaltungsrat kann im besten Interesse der Gesellschaft handelnd in der in den Verkaufsunterlagen beschriebenen Art und Weise entscheiden, dass (i) alle oder Teile der Vermögenswerte der Gesellschaft auf einer getrennten Grundlage, zusammen mit anderen Vermögenswerten anderer Investoren, insbesondere anderen Unternehmen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds, verwaltet werden können, oder dass (ii) die gesamten Vermögenswerte oder Teile hiervon dem Fonds der Gesellschaft auf getrennter Grundlage verwaltet werden können.

Art. 19. Anlageverwalter. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Anlageverwalter bezeichnet). Der Anlageverwalter bestimmt, unter der Aufsicht und Verantwortung des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte des Fonds. Der Anlageverwalter muss Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des Fonds (welche in den Verkaufsunterlagen festgelegt sind) beachten.

Die Aufgaben des Anlageverwalters erstrecken sich im Rahmen der laufenden Geschäftsführung und unter der allgemeinen Kontrolle des Verwaltungsrates des Fonds namentlich, jedoch nicht ausschließlich auf den Kauf, den Verkauf, den Umtausch, die Zeichnung und die Übertragung von Wertpapieren und anderen Vermögensgegenständen und auf die Ausübung aller Rechte, die mit den Vermögenswerten des Fonds unmittelbar oder mittelbar zusammenhängen.

Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann sich der Anlageverwalter auf eigene Kosten dritter natürlicher oder juristischer Personen bedienen sowie Anlageberater hinzuziehen.

Art. 20. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt wird, und dessen Vergütung von der Gesellschaft zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäß dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 wahrnehmen.

D. Gesellschafterversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 21. Rechte der Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung binden alle Aktionäre der Gesellschaft. Die Gesellschafterversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 22. Verfahren der Gesellschafterversammlung.

1. Die Gesellschafterversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen Anteile halten, einberufen werden.

2. Die ordentliche Gesellschafterversammlung wird entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich an jedem zweiten Mittwoch im Monat April um 10.00 Uhr und erstmals im Jahre 2010 am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung enthaltenen Ort abgehalten.

Sofern der erwähnte Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

3. Weitere, außerordentliche Gesellschafterversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

4. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Die Einladung zu der Versammlung wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitung(en) sowie in anderen Zeitungen, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, veröffentlicht. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen wird. In diesem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

5. Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein kann die Gesellschafterversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Um zu den Gesellschafterversammlungen zugelassen werden zu können, sind die Aktionäre verpflichtet, ihre Anteilsertifikate bei einem Institut, welches in der Einladung bezeichnet ist, wenigstens fünf Tage vor dem Tag der Versammlung zu hinterlegen.

6. Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt werden müssen.

7. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionäre sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

8. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Gesellschafterversammlung des Fonds oder in einer Anteilklasse. Die Aktionäre des Fonds können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich den Fonds betreffen.

Insbesondere sind die Aktionäre, auch befugt, gemeinsam mit dem Verwaltungsrat der Gesellschaft über die Anlagepolitik des Fonds zu entscheiden. Dabei wird die Anlagepolitik des Fonds durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktionäre.

Zudem können Aktionäre einer jeden Anteilklasse zu jeder Zeit Gesellschafterversammlungen hinsichtlich alle diese Anteilklasse betreffenden spezifischen Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Gesellschafterversammlungen analog anwendbar.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung der Aktionäre mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher die Rechte der Aktionäre einer Anteilklasse im Verhältnis zu den Rechten der Aktionäre einer anderen Anteilklasse betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterversammlung der Aktionäre dieser Anteilklassen und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes von 1915.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung des Fonds oder Anteilklassen. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettvermögenswert des Fonds oder einer Anteilklasse innerhalb des Fonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Fonds oder dieser Anteilklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder monetären Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zum Anteilswert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen, entsprechend in Kenntnis setzen, soweit, die Adressen solcher Aktionäre der Gesellschaft nicht bekannt sind. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des Fonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Anteile der betreffenden Anteilklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilswert des Bewertungstages oder des Zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Anteilswert ihrer Anteile ausbezahlen. Auf den Gesellschafterversammlungen der Aktionäre ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation des Fonds verbleiben die Liquidationserlöse für Anteile, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter denselben Umständen, wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte des Fonds einem anderen, nach den Bestimmungen gemäß Teil II des Gesetzes 2002 („neuer Fonds“) oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen („Neuer Teilfonds“) zuzuteilen und die Anteile der betroffenen Anteilklasse(n) als Anteile einer anderen Anteilklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben, einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem neuen Teilfonds bzw. neuen Fonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Fonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben, erfordert den Beschluss der an dem Fonds ausgegebenen Anteilklasse(n), wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Anteile und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Anteile erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Aktionäre bindet, welche für die Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jeweils am 1. Januar eines Jahres erstmals mit Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember desselben Jahres, erstmals am 31. Dezember 2009.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Gesellschafterversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus dem Fonds zu verwenden ist und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt gegen Vorlage des Ertragscheins an die hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jede Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wurde, verfällt zu Gunsten des Fonds der entsprechenden Anteilklasse.

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank.

1. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der derzeit gültigen Fassung abschließen.

2. Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002.

3. Sofern die Depotbank aus ihrer Aufgabe ausscheiden möchte, wird sich der Verwaltungsrat bestmöglich bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Bekanntgabe dieses Ausscheidens zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Depotbankbestellung beenden, die Depotbank aber nicht ihrer Funktion entheben, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde, um an deren Stelle tätig zu werden.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Abwicklung der aufgelösten Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Gesellschafterversammlung mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde ernannt. Die Gesellschafterversammlung entscheidet auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 30. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Gesellschafterversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Art. 31. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz von 1915 sowie das Gesetz vom 20. Dezember 2002 in der derzeit gültigen Fassung.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

WestLB International S.A. (Luxembourg), 32-34 bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg im Gegenwert von 620 Aktien.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Vorsitzender des Verwaltungsrates:

Herr Norbert Lersch, Managing Director der WestLB International S.A., geschäftsansässig in L-1330 Luxemburg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrates:

Herr Stefan Schlicher, Directeur-Adjoint der WestLB International S.A. Luxemburg, geschäftsansässig in L-1330 Luxemburg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Verwaltungsratsmitglieder:

Herr Roman Weißkopf, Directeur-Adjoint der WestLB International S.A. Luxemburg, geschäftsansässig in L-1330 Luxemburg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

Herr Frank Lendorf, Sous-Directeur der WestLB International S.A. Luxemburg, geschäftsansässig in L-1330 Luxemburg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit dem Ablauf ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2010.

II. Sitz der Gesellschaft ist 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxemburg.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird am 8. April des Jahres 2010 stattfinden.

V. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S. à r. l. mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit dem Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2010.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. LUDES - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 décembre 2008. LAC/2008/49997. Reçu mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABLICHTUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den sechzehnten Dezember zweitausendacht.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009003302/242/798.

(080192818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2008.

LBBW Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 15.585.

Im Jahre zweitausendacht, am siebzehnten Dezember, um 10.00 Uhr.

Vor dem unterzeichneten Notar Camille MINES, mit Amtssitz in Capellen (Großherzogtum Luxemburg).

tritt zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen, der alleinige Aktionär (nachfolgend der Alleinige Aktionär) der Aktiengesellschaft LBBW Luxembourg S.A., mit Sitz in L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter Sektion B Nummer 15.585 (nachfolgend die Gesellschaft), gegründet gemäß Urkunde vom 3. Januar 1978, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Nummer 14 vom 25. Januar 1978, letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars Karine REUTER, mit Amtssitz in Redange/Attert, handelnd in Vertretung ihres Kollegen, dem Notar

Paul BETTINGEN, mit Amtssitz in Niederanven, vom 20. August 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Nummer 2113 vom 1. September 2008.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Elmar Winter, Jurist, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, welcher Herrn Christian Jungers, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, zum Schriftführer bestellt.

Die Versammlung bestimmt zum Stimmenzähler Herrn Philippe Ney, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, (der Vorsitzende, der Sekretär und der Stimmenzähler bilden den Versammlungsvorstand).

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung als eröffnet und gibt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass der Alleinige Aktionär in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten ist; demzufolge ist die Generalversammlung regelmäßig zusammengesetzt und kann gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen; diese Anwesenheitsliste wurde vom Alleinigen Aktionär, beziehungsweise dessen Vertreter, sowie von den Mitgliedern des Versammlungsvorstandes und dem Notar unterzeichnet, und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Ebenso bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden, die ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den instrumentierenden Notar "ne varietur" paraphierte Vollmacht des vertretenen Alleinigen Aktionärs.

II. Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Verzicht auf Frist- und Formalitätsregelungen der Einberufung;
2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von EUR 300.000.000 (dreihundert Millionen Euro), um es von EUR 315.000.000 (dreihundertfünfzehn Millionen Euro) auf EUR 615.000.000 (sechshundertfünfzehn Millionen Euro) zu erhöhen, dies durch die Ausgabe von 574.952 neuen Aktien ohne Nennwert;
3. Zeichnung und Einzahlung der Gesellschaftskapitalerhöhung durch Bareinzahlung der 574.952 neuen Aktien ohne Nennwert im Gesamtbetrag von EUR 300.000.000 (dreihundert Millionen Euro);
4. Abänderung des fünften Artikels der Gesellschaftssatzung auf Grund der oben gefassten Beschlüsse.

Sodann trifft die Versammlung, nach Beratung und Billigung der Erklärungen des Vorsitzenden, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft in Höhe von EUR 315.000.000, namentlich 603.700 Aktien ohne Nennwert, die in ihrer Gesamtheit von dem hier ordnungsgemäß vertretenen Alleinigen Aktionär gehalten werden, vertreten ist, ist diese außerordentliche Generalversammlung ordnungsgemäß konstituiert und mithin in der Lage, ordnungsgemäß über alle Gegenstände der nachstehenden Beschlüsse zu befinden.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einstimmig, das Gesellschaftskapital um den Betrag von EUR 300.000.000 (dreihundert Millionen Euro) zu erhöhen, um es von EUR 315.000.000 (dreihundertfünfzehn Millionen Euro) auf EUR 615.000.000 (sechshundertfünfzehn Millionen Euro) zu erhöhen, und zu diesem Zwecke insgesamt 574.952 (fünfhundertvierundsiebzigtausendneuhundertzweiundfünfzig) neue Aktien ohne Nennwert auszugeben.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Aktionär beschließt sodann, die Zeichnung der neu herausgegeben Aktien vorzunehmen und entsprechend zu registrieren:

Zeichnung-Einzahlung

Der Alleinige Aktionär erklärt hiermit (i) die 574.952 (fünfhundertvierundsiebzigtausendneuhundertzweiundfünfzig) neu ausgegebenen Aktien an der Gesellschaft zu zeichnen und (ii) diese mittels einer Bareinzahlung, in Höhe von EUR 300.000.000 (dreihundert Millionen Euro) voll einzuzahlen.

Der amtierende Notar stellt fest, aufgrund einer Bankbestätigung vom 16.12.2008, dass die Summe von EUR 300.000.000 (dreihundert Millionen Euro) auf ein Konto der Gesellschaft eingezahlt wurde, und der Gesellschaft ab heute zur Verfügung steht.

Daraus ergeben sich für die Gesellschaft nunmehr folgende Aktienverhältnisse:

Aktieninhaber	Anzahl der gehaltenen Aktien
Landesbank Baden-Württemberg	1.178.652
Total	1.178.652

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Abänderung des fünften Artikels der Satzung der Gesellschaft auf Grund der oben gefassten Beschlüsse.

Der Wortlaut des fünften Artikels ist demnach folgender:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt sechshundertfünfzehn Millionen Euro (EUR 615.000.000), eingeteilt in 1.178.652 (eine Million einhundertachtundsiebzig Tausend sechshundertzweiundfünfzig) Aktien ohne Nennwert."

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstigen Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Versammlung entstehen, werden unter Vorbehalt sämtlicher Rechte mit EUR 1.507.000,- bewertet und fallen zu Lasten der Gesellschaft.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und kein weiterer Antrag und keine Wortmeldungen mehr vorliegen, wird die Sitzung um 10.30 Uhr geschlossen.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: E. WINTER, C. JUNGERS, P. NEY, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 19 décembre 2008. Relation: CAP/2008/3867. - Reçu un million cinq cent mille euros 300.000.000 à 0,5% = 1.500.000,- €.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre pour publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Capellen, le 24 décembre 2008.

C. MINES.

Référence de publication: 2009003806/225/91.

(090002894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Heureka Privatfonds 1 - SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement des Heureka Privatfonds 1 - SIF, der von der M.M.Warburg-LuxInvest S.A. verwaltet wird und den Anforderungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über die Spezialisierten Investmentfonds entspricht, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Diese Hinterlegung erfolgt zum Zwecke der Eintragung eines entsprechenden Hinweises im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. Dezember 2008.

Für die Verwaltungsgesellschaft

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009003830/2112/16.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09697. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080192182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

**Partners Group Global Value SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Partners Group Global Value).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.171.

In the year two thousand and eight, on the eighth day of the month of December.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

was held an extraordinary general meeting of shareholders of PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE (the "Company"), a société d'investissement à capital variable with its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law by a deed of Maître Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 1 February 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 21 February 2007.

The extraordinary general meeting was opened by Ms Evelyne Denis, private employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary Ms Isabelle Mangin, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The extraordinary general meeting elected as scrutineer Ms Zelah Dutta-Nielsen, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record that:

I. The extraordinary general meeting convened for 29 October 2008 could not validly deliberate on the agenda due to lack of quorum.

II. The present extraordinary general meeting (the "Meeting") was convened by notices to shareholders, containing the agenda published in:

- the Mémorial on the 5 November 2008 and 21 November 2008;
- the "d'Wort" on the 5 November 2008 and 21 November 2008;
- the Tageblatt on the 5 November 2008 and 21 November 2008; and by notices containing the agenda sent to every registered

shareholder by registered mail on 5 November 2008.

III. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Change of name of the Company from "PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE" to "Partners Group Global Value SICAV" and amendment of article 1 of the Articles to read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of Partners Group Global Value SICAV (the "Company")."

2. Amendment of the first paragraph of article 4 of the Articles by adding the following sentence at the end of this paragraph:

"If and to the extent permitted by law, the board of directors may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg."

3. Amendment of article 5 of the Articles by adding a new paragraph between the existing fifth and sixth paragraphs and to read as follows:

"The different classes of shares may be denominated in currencies to be fixed by the board of directors, provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EUR, be translated into EUR and the capital of the Company shall be the aggregate total net assets of all the classes."

4. Amendment of the first sentence of the first paragraph of article 14 of the Articles to read as follows:

"The board of directors shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen."

5. Amendment of the second paragraph of article 14 of the Articles to read as follows:

"The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director and, in the case of a shareholders meeting, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting."

6. Amendment of the first sentence of the eighth paragraph of article 14 of the Articles to read as follows:

"The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors."

7. Amendment of article 25 of the Articles by adding the following sentence at the end:

"The accounts of the Company shall be expressed in EUR. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into EUR and added together for the purpose of the determination of the capital of the Company."

V. That the resolutions on the agenda of the Meeting may only be validly taken if approved by at least two-thirds of the votes cast, no quorum being required.

VI. As appears from the said attendance list, that 8.784 percent of the Company's capital is represented at the present Meeting.

VII. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the item of the agenda.

VIII. After deliberation, the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting unanimously decides to change the name of the Company from "PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE" to "Partners Group Global Value SICAV" and to amend article 1 of the Articles to read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of Partners Group Global Value SICAV (the "Company")."

Second resolution

The Meeting unanimously decides to amend the first paragraph of article 4 of the Articles by adding the following sentence at the end of this paragraph:

"If and to the extent permitted by law, the board of directors may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg."

Third resolution

The Meeting unanimously decides to amend article 5 of the Articles by adding a new paragraph between the existing fifth and sixth paragraphs and to read as follows:

"The different classes of shares may be denominated in currencies to be fixed by the board of directors, provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EUR, be translated into EUR and the capital of the Company shall be the aggregate total net assets of all the classes."

Fourth resolution

The Meeting unanimously decides to amend the first sentence of the first paragraph of article 14 of the Articles to read as follows:

"The board of directors shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen."

Fifth resolution

The Meeting by 52,987 votes in favour and 28,939 votes against decides to reject the amendment of the second paragraph of article 14 of the Articles.

Sixth resolution

The Meeting unanimously decides to amend the first sentence of the eighth paragraph of article 14 of the Articles to read as follows:

"The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors."

Seventh resolution

The Meeting unanimously decides to amend article 25 of the Articles by adding the following sentence at the end:

"The accounts of the Company shall be expressed in EUR. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into EUR and added together for the purpose of the determination of the capital of the Company."

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le huitième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE", (ci-après la "Société"), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, constituée selon le droit luxembourgeois suivant acte reçu par Maître Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 1^{er} février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") du 21 février 2007.

L'assemblée générale extraordinaire a été ouverte sous la présidence de Madame Evelyne Denis, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente a désigné comme secrétaire Madame Isabelle Mangin, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Madame Zelah Dutta-Nielsen, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente a déclaré et prié le notaire d'acter:

I. L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 29 octobre 2008 n'a pas pu valablement délibérer sur l'ordre du jour en l'absence de quorum.

II. La présente assemblée générale extraordinaire ("rassemblée") a été convoquée par des avis aux actionnaires contenant l'ordre du jour, publiés dans:

- le Mémorial le 5 novembre 2008 et le 21 novembre 2008,
- le " d'Wort " le 5 novembre et le 21 novembre 2008;
- le Tageblatt le 5 novembre et le 21 novembre 2008;

et par des convocations, contenant l'ordre du jour, envoyées par lettre recommandée à tous les actionnaires nominatifs le 5 novembre 2008.

III. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau. Ladite liste et les procurations signées "ne varietur" par les membres du bureau resteront annexées à l'original du présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de dénomination de la Société de "PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE" en "Partners Group Global Value SICAV" et modification de l'article 1^{er} des Statuts de manière à le lire comme suit:

"Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination Partners Group Global Value SICAV (la "Société")."

2. Modification du premier paragraphe de l'article 4 des Statuts par l'ajout de la phrase suivante à la fin du paragraphe:

"Si et dans la mesure où cela est permis par la loi, le conseil d'administration peut décider de transférer le siège social en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg."

3. Modification de l'article 5 des Statuts par l'ajout d'un nouveau paragraphe entre les cinquième et sixième déjà existants et se lisant comme suit:

"Les différentes catégories d'actions peuvent être libellées en devises à déterminer par le conseil d'administration, étant entendu que pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets attribuables à chaque catégorie seront, s'ils ne sont pas exprimés en euro, convertis en euro et le capital de la Société sera le total des avoirs net de toutes les catégories."

4. Modification de la première phrase du premier paragraphe de l'article 14 des Statuts de manière à la lire comme suit:

"Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents."

5. Modification du deuxième paragraphe de l'article 14 des Statuts de manière à le lire comme suit:

"Le président du conseil d'administration présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration pourront désigner par vote à la majorité présente à cette assemblée ou réunion, un autre administrateur, ou, dans le cas d'une assemblée des actionnaires, lorsqu'aucun administrateur n'est présent, toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions."

6. Modification de la première phrase du huitième paragraphe de l'article 14 des Statuts de manière à la lire comme suit:

"Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié des administrateurs au moins sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration."

7. Modification de l'article 25 des Statuts par l'ajout de la phrase suivante à la fin du paragraphe:

"Les comptes de la Société seront exprimés en euro. S'il y a des catégories différents d'actions tel que prévu à l'Article 5 ci-dessus, et si les monnaies de référence de ces catégories sont exprimées en devises différentes, ces montants seront alors convertis en euro et additionnés pour permettre la détermination du capital de la Société."

V. Que les résolutions portées à l'ordre du jour de l'Assemblée ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par deux tiers au moins des voix exprimées, aucun quorum de présence n'étant requis.

VI. Qu'il appert de ladite liste de présence que 8,784 pour cent du capital de la Société sont représentés à la présente Assemblée.

VII. En conséquence, la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

VIII. Après avoir délibéré, l'Assemblée prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de changer la dénomination de la Société de PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE en "Partners Group Global Value SICAV" et de modifier l'article 1 des Statuts de manière à lire:

"Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination Partners Group Global Value SICAV (la "Société")."

Deuxième résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des Statuts par l'ajout de la phrase suivante a la fin du paragraphe:

"Si et dans la mesure où cela est permis par la loi, le conseil d'administration peut décider de transférer le siège social en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg."

Troisième résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de modifier l'article 5 des Statuts par l'ajout d'un nouveau paragraphe entre les cinquième et sixième déjà existants et se lisant comme suit:

"Les différentes catégories d'actions peuvent être libellées en devises à déterminer par le conseil d'administration, étant entendu que pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets attribuables à chaque catégorie seront, s'ils ne sont pas exprimés en euro, convertis en euro et le capital de la Société sera le total des avoirs net de toutes les catégories."

Quatrième résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de modifier la première phrase du premier paragraphe de l'article 14 des Statuts de manière à lire:

"Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents."

Cinquième résolution

L'Assemblée par 52.987 voix en faveur et 28.939 voix contre décide de rejeter la modification du deuxième paragraphe de l'article 14 des Statuts.

Sixième résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de modifier la première phrase du huitième paragraphe de l'article 14 des Statuts de manière à la lire comme suit:

"Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié des administrateurs au moins sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration."

Septième résolution

L'Assemblée à l'unanimité décide de modifier l'article 25 des Statuts par l'ajout de la phrase suivante a la fin du paragraphe:

"Les comptes de la Société seront exprimés en euro. S'il y a des catégories différents d'actions tel que prévu à l'Article 5 ci-dessus, et si les monnaies de référence de ces catégories sont exprimées en devises différentes, ces montants seront alors convertis en euro et additionnés pour permettre la détermination du capital de la Société."

N'ayant plus de points à l'ordre du jour, l'Assemblée est dès lors close.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à l'Assemblée, aux membres du bureau tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun actionnaire ayant exprimé le souhait de voter.

Signé: E. DENIS, I. MANGIN, Z. DUTTA-NIELSEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2008. Relation: LAC/2008/51200. - Reçu douze euros (12 €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2009003842/242/231.

(090000527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2009.

Grep Thionville I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 113.314.

In the year two thousand and eight on the nineteenth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101510 (the "Sole Shareholder") here represented by Régis Galiotto, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 November 2008.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of GREP THIONVILLE I, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 113314 and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 698, page 33476 dated 5 April 2006 (the "Company"). The Articles were amended for the last time by a deed of Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 12 December 2007 published in the Mémorial under number 951, page 45633 dated 17 April 2008.

The provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended (the "1915 Law") regarding the mergers have been fulfilled:

a) Publication on 7 October 2008 of the merger project in the Mémorial number 2442, one month before the date of the general meetings convened to decide on the merger project.

b) Drawing up of a written report by the board of managers of each of the merging companies explaining the merger project and in particular the share exchange ratio.

c) Drawing up of a report by an independent expert, Interaudit ("Interaudit"), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with its registered office at 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008, pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement" and adopted in accordance with Article 266 of the 1915 Law.

d) Deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Company one month before the date of the general meetings of the merging companies.

A copy of the reports mentioned at points b) and c) will be annexed to the present deed.

After the Sole Shareholder stated the foregoing, it takes the following resolutions in accordance with the provisions of article 14 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the merger project relating to the merger of the Company with GREP Thionville, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register under number B 134253 (the "Absorbing Company").

The merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserve, to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder notes that the merger project has been executed by the board of managers of the Company and of the Absorbing Company on 24 September 2008 and has been published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008, in accordance with Article 262 of the 1915 Law.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the merger project of the Company as published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008 in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Sole Shareholder further resolves to realize the merger by the transfer, following the dissolution without liquidation, of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder resolves to approve the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company and the conditions of issue of the new shares to its Sole Shareholder, all in accordance with the exchange ratio mentioned in the merger project published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008.

From an accounting and fiscal point of view, the merger will be effective as from 1st December 2007 as provided for in the merger project.

The new shares of the Absorbing Company shall carry the right to participate in any distribution of profits of the Absorbing Company as from 1st December 2007.

The shareholders' register of the Absorbing Company will be updated in order to reflect the shares issued to the shareholders of the Company in the framework of the merger.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer to the Absorbing Company any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company following the dissolution without liquidation of the Company, in consideration of the issue by the Absorbing Company to the Sole Shareholder of seventy-three thousand seven hundred and eighty-three (73,783) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25,-) each together with a share premium of twenty-three Euros (EUR 23.-).

According to Article 266 of the 1915 Law, Interaudit, acting as independent expert for the Company, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008 and pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement", examined in its written report the merger project and share exchange ratio being 512.382 new shares in the Absorbing Company in exchange for 1 share of the Company.

The following was stated in the Interaudit report:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that:

* The exchange ratio described in the merger proposal is not relevant and reasonable;

* The valuation method adopted for the determination of the exchange ratio is not appropriate in the circumstances."

The report is annexed to the present deed.

Fourth resolution

The Sole Shareholder states and resolves that without prejudice of the approval of the merger project by the Absorbing Company, the Company will be dissolved without liquidation and will cease to exist pursuant to Article 274 of the 1915 Law from the day of the present deed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder notes that the merger is effective, from an accounting and fiscal point of view, as from 1st December 2007 without prejudice to the provisions of Article 273 of the 1915 Law regarding the effects of the merger towards third parties.

Discharge is granted to the managers of the Company for the accomplishment of their mandate until today.

Statements

The undersigned notary states the existence and the legality of the deeds and formalities of the merger executed by the Absorbing Company and the Company, and the merger project.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this merger are estimated at approximately 1,900.- Euro.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

WHEREOF the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 101510 (l'"Associé Unique") ici représentée par Rjégis Galiotto, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 13 novembre 2008.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de GREP THIONVILLE I, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113314 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 698, page 33476 en date du 5 avril 2006 (la "Société"). Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Joseph Elvinger, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 12 décembre 2007 publié au Mémorial numéro 951 page 45633 en date du 17 avril 2008.

Les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") ayant trait aux fusions ont été accomplies:

a) Publication le 7 octobre 2008 du projet de fusion dans le Mémorial numéro 2442, soit un mois avant la date des assemblées générales convoquées afin de décider sur le projet de fusion.

b) Elaboration d'un rapport écrit par le conseil de gérance de chacune des sociétés fusionnantes expliquant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des parts sociales.

c) Elaboration d'un rapport par un expert indépendant, Interaudit ("Interaudit"), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, nommé conformément à une résolution du conseil de gérance de la Société datée du 24 septembre 2008, conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement et adoptée conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915.

d) Dépôt des documents requis par l'Article 267 la Loi de 1915 au siège social de la Société un mois avant la date des assemblées générales des sociétés fusionnantes.

Une copie des rapports mentionnés aux points b) et c) sera annexée au présent acte.

Après acceptation de ce qui précède par l'Associé Unique, il a pris les résolutions suivantes conformément à l'article 14 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique déclare qu'il a pris connaissance du projet de fusion par acquisition de la Société par GREP Thionville, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134253 (la "Société Absorbante").

La fusion sera réalisée par l'apport de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception, ni réserve, à la Société Absorbante.

L'Associé Unique constate que le projet de fusion a été exécuté par le conseil de gérance de la Société et de la Société Absorbante le 24 septembre 2008 et a été publié au Mémorial numéro 2442 en date du 7 octobre 2008, conformément à l'Article 262 de la Loi de 1915.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le projet de fusion de la Société, tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008 dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception, ni réserve.

L'Associé Unique décide, en outre, de réaliser la fusion par le transfert, suivant dissolution sans liquidation, de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante.

L'Associé Unique décide d'approuver le transfert de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante et les conditions d'émission des nouvelles parts sociales à son Associé Unique, conformément au rapport d'échange mentionné dans le projet de fusion tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008.

D'un point de vue comptable et fiscal, la fusion prendra effet à partir du 1^{er} décembre 2007, telle que prévu dans le projet de fusion.

Les nouvelles parts sociales de la Société Absorbante donneront droit de participer à toute distribution de bénéfices de la Société Absorbante à partir du 1^{er} décembre 2007.

Le registre des associés de la Société Absorbante sera mis à jour afin de refléter les parts sociales émises aux associés de la Société dans le cadre de la fusion.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de transférer à la Société Absorbante tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société suite à la dissolution sans liquidation de la Société, en considération de l'émission par la Société Absorbante à l'Associé Unique de la Société de soixante-treize mille sept cent quatre-vingt-trois (73.783) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune ensemble avec une prime d'émission de vingt-trois Euros (EUR 23,-).

Conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915, Interaudit, agissant en sa qualité d'expert indépendant pour la Société, nommé suite à une résolution du conseil de gérance de la Société du 24 septembre 2008 et conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement, a examiné dans son rapport écrit son projet de fusion et le rapport d'échange des parts sociales étant de 512,382 nouvelles parts sociales de la Société Absorbante en échange de 1 part sociale de la Société.

Le rapport de Interaudit a été établi que:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que:

- * le rapport d'échange retenu dans le projet de fusion ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent;
- * les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances."

Le rapport est annexé au présent acte.

Quatrième résolution

L'Associé Unique note et décide que, sans préjudice de l'approbation du projet de fusion par la Société Absorbante, la Société sera dissoute sans liquidation et cessera d'exister conformément à l'Article 274 de la Loi de 1915 à partir du présent acte.

Cinquième résolution

L'Associé Unique note que la fusion prend effet, d'un point de vue comptable et fiscal, à partir du 1^{er} décembre 2007 sans préjudice des dispositions de l'Article 273 de la Loi de 1915 concernant les effets de la fusion vis-à-vis de tierces personnes.

Décharge est accordée aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à ce jour.

Constatation

Le notaire soussigné constate, l'existence et la légalité des actes et des formalités de la fusion exécutées par la Société Absorbante et la Société, et le projet de fusion.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelques formes que ce soit, incombant à la Société en raison de cette fusion sont évalués à approximativement à 1.900.- Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, le présent acte a été fait à Luxembourg, date qu'en tête du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite à la personne comparante et dont le notaire connaît le nom, prénom, état civil et résidence, la personne pré-mentionnée a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC le 24 novembre 2008. Relation LAC/2008/47060. - Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

J. ELVINGER.

Référence de publication: 2009003920/211/203.

(090003412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

French Retail 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.587.

In the year two thousand and eight on the nineteenth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101510 (the "Sole Shareholder") here represented by Régis Galiotto, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 November 2008.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of FRENCH RETAIL 2 S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 86587 and whose Articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 942, page 45212 dated 20 June 2002 (the "Company"). The Articles of the

Company were amended for the last time by a deed of Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 29 November 2006 published in the Mémorial under number 96, page 4603 dated 1 February 2007.

The provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended (the "1915 Law") regarding the mergers have been fulfilled:

a) Publication on 7 October 2008 of the merger project in the Mémorial number 2442, one month before the date of the general meetings convened to decide on the merger project.

b) Drawing up of a written report by the board of managers and the board of directors of each of the merging companies explaining the merger project and in particular the share exchange ratio.

c) Drawing up of a report by an independent expert, Interaudit ("Interaudit"), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with its registered office at 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008, pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement" and adopted in accordance with Article 266 of the 1915 Law.

d) Deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Company one month before the date of the general meetings of the merging companies.

A copy of the reports mentioned at points b) and c) will be annexed to the present deed.

After the Sole Shareholder stated the foregoing, it takes the following resolutions in accordance with the provisions of article 20 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the merger project relating to the merger of the Company with French Retail, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register under number B 134389 (the "Absorbing Company").

The merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserve, to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder notes that the merger project has been executed by the board of directors of the Company and the board of managers of the Absorbing Company on 24 September 2008 and has been published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008, in accordance with Article 262 of the 1915 Law.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the merger project of the Company as published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008 in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Sole Shareholder further resolves to realize the merger by the transfer, following the dissolution without liquidation, of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder resolves to approve the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company and the conditions of issue of the new shares to its Sole Shareholder, all in accordance with the exchange ratio mentioned in the merger project published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008.

From an accounting and fiscal point of view, the merger will be effective as from 1st December 2007 as provided for in the merger project.

The new shares of the Absorbing Company shall carry the right to participate in any distribution of profits of the Absorbing Company as from 1st December 2007.

The shareholders' register of the Absorbing Company will be updated in order to reflect the shares issued to the shareholders of the Company in the framework of the merger.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer to the Absorbing Company any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company following the dissolution without liquidation of the Company, in consideration of the issue by the Absorbing Company to the Sole Shareholder of the Company of one million eighty-eight thousand nine hundred and ninety-nine (1,088,999) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each together with a share premium of four Euros (EUR 4.-).

According to Article 266 of the 1915 Law, Interaudit, acting as independent expert for the Company, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008 and pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement", examined in its written report the merger project and share exchange ratio being 21,779.980 new shares in the Absorbing Company in exchange for 1 share of the Company.

The following was stated in the Interaudit report:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that:

* The exchange ratio described in the merger proposal is not relevant and reasonable;

* The valuation method adopted for the determination of the exchange ratio is not appropriate in the circumstances."

The report is annexed to the present deed.

Fourth resolution

The Sole Shareholder states and resolves that without prejudice of the approval of the merger project by the Absorbing Company, the Company will be dissolved without liquidation and will cease to exist pursuant to Article 274 of the 1915 Law from the day of the present deed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder notes that the merger is effective, from an accounting and fiscal point of view, as from 1st December 2007 without prejudice to the provisions of Article 273 of the 1915 Law regarding the effects of the merger towards third parties.

Discharge is granted to the directors of the Company for the accomplishment of their mandate until today.

Statements

The undersigned notary states the existence and the legality of the deeds and formalities of the merger executed by the Absorbing Company and the Company, and the merger project.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this merger are estimated at approximately 1,900.- Euro.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

WHEREOF the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 101510 (l'"Actionnaire Unique") ici représentée par Régis Galiotto, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 13 novembre 2008.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'Actionnaire unique de FRENCH RETAIL 2 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 86587 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 942, page 45212 en date du 20 juin 2002 (la "Société"). Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Joseph Elvinger, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 29 novembre 2006 publié au Mémorial numéro 96, page 4603 en date du 1^{er} février 2007.

Les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") ayant trait aux fusions ont été accomplies:

a) Publication le 7 octobre 2008 du projet de fusion dans le Mémorial numéro 2442, soit un mois avant la date des assemblées générales convoquées afin de décider sur le projet de fusion.

b) Elaboration d'un rapport écrit par le conseil de gérance et le conseil d'administration de chacune des sociétés fusionnantes expliquant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des parts sociales.

c) Elaboration d'un rapport par un expert indépendant, Interaudit ("Interaudit"), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 119, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, nommé conformément à une résolution du conseil de gérance de la Société datée du 24 septembre 2008, conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement et adoptée conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915.

d) Dépôt des documents requis par l'Article 267 la Loi de 1915 au siège social de la Société un mois avant la date des assemblées générales des sociétés fusionnantes.

Une copie des rapports mentionnés au point b) et c) sera annexée au présent acte.

Après acceptation de ce qui précède par l'Actionnaire Unique, il a pris les résolutions suivantes conformément à l'article 20 des Statuts:

Première résolution

L'Actionnaire Unique déclare qu'il a pris connaissance du projet de fusion par acquisition de la Société par French Retail, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134389 (la "Société Absorbante").

La fusion sera réalisée par l'apport de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception, ni réserve, à la Société Absorbante.

L'Actionnaire Unique constate que le projet de fusion a été exécuté par le conseil d'administration de la Société et le conseil de gérance de la Société Absorbante le 24 septembre 2008 et a été publié au Mémorial numéro 2442 en date du 7 octobre 2008, conformément à l'Article 262 de la Loi de 1915.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver le projet de fusion de la Société, tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008 dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception, ni réserve.

L'Actionnaire Unique décide, en outre, de réaliser la fusion par le transfert, suivant dissolution sans liquidation, de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante.

L'Actionnaire Unique décide d'approuver le transfert de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante et les conditions d'émission des nouvelles parts sociales à son Actionnaire Unique, conformément au rapport d'échange mentionné dans le projet de fusion tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008.

D'un point de vue comptable et fiscal, la fusion prendra effet à partir du 1^{er} décembre 2007, telle que prévu dans le plan de fusion.

Les nouvelles parts sociales de la Société Absorbante donneront droit de participer à toute distribution de bénéfices de la Société Absorbante à partir du 1^{er} décembre 2007.

Le registre des Actionnaires de la Société Absorbante sera mis à jour afin de refléter les parts sociales émises aux Actionnaires de la Société dans le cadre de la fusion.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide de transférer à la Société Absorbante tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société suite à la dissolution sans liquidation de la Société, en considération de l'émission par la Société Absorbante à l'Actionnaire Unique de la Société de un million quatre-vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1.088.999) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune ensemble avec une prime d'émission de quatre Euros (EUR 4,-).

Conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915, Interaudit, agissant en sa qualité d'expert indépendant pour la Société, nommé suite à une résolution du conseil de gérance de la Société du 24 septembre 2008 et conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement, a examiné dans son rapport écrit son projet de fusion et le rapport d'échange des parts sociales étant de 21,779.980 nouvelles parts sociales de la Société Absorbante en échange de 1 part sociale de la Société.

Le rapport de Interaudit a établi que:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que:

- * le rapport d'échange retenu dans le projet de fusion ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent;
- * les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances."

Le rapport est annexé au présent acte.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique note et décide que, sans préjudice de l'approbation du projet de fusion par la Société Absorbante, la Société sera dissoute sans liquidation et cessera d'exister conformément à l'Article 274 de la Loi de 1915 à partir du présent acte.

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique note que la fusion prend effet, d'un point de vue comptable et fiscal, à partir du 1^{er} décembre 2007 sans préjudice des dispositions de l'Article 273 de la Loi de 1915 concernant les effets de la fusion vis-à-vis de tierces personnes.

Décharge est accordée aux administrateurs de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à ce jour.

Constatation

Le notaire soussigné constate, l'existence et la légalité des actes et des formalités de la fusion exécutées par la Société Absorbante et la Société, et le projet de fusion.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelques formes que ce soit, incombant à la Société en raison de cette fusion sont évalués à approximativement à 1.900.- Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, le présent acte a été fait à Luxembourg, date qu'en tête du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite à la personne comparante et dont le notaire connaît le nom, prénom, état civil et résidence, la personne pré-mentionnée a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC le 24 novembre 2008. Relation LAC/2008/47056. - Reçu douze euros (12,- euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

J. ELVINGER.

Référence de publication: 2009003921/211/204.

(090003433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

GREP Toulouse I Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 113.626.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight on the nineteenth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101510 (the "Sole Shareholder") here represented by Régis Galiotto, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 November 2008.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of GREP Toulouse I S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 113626 and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 774, page 37127 dated 18 April 2006 (the "Company"). The Articles of the Company were amended for the last time by a deed of Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 29 November 2006 published in the Mémorial under number 443, page 21240 dated 23 March 2007.

The provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended (the "1915 Law") regarding the mergers have been fulfilled:

a) Publication on 7 October 2008 of the merger project in the Mémorial number 2442, one month before the date of the general meetings convened to decide on the merger project.

b) Drawing up of a written report by the board of managers of each of the merging companies explaining the merger project and in particular the share exchange ratio.

c) Drawing up of a report by an independent expert, Interaudit ("Interaudit"), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with its registered office at 119, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008, pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement" and adopted in accordance with Article 266 of the 1915 Law.

d) Deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Company one month before the date of the general meetings of the merging companies.

A copy of the reports mentioned at point b) and c) will be annexed to the present deed.

After the Sole Shareholder stated the foregoing, it takes the following resolutions in accordance with the provisions of article 14 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder declares that it has knowledge of the merger project relating to the merger of the Company with GREP Toulouse, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register under number B 134261 (the "Absorbing Company").

The merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company, without exception and reserve, to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder notes that the merger project has been executed by the board of managers of the Company and of the Absorbing Company on 24 September 2008 and has been published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008, in accordance with Article 262 of the 1915 Law.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the merger project of the Company as published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008 in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Sole Shareholder further resolves to realize the merger by the transfer, following the dissolution without liquidation, of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company.

The Sole Shareholder resolves to approve the transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company to the Absorbing Company and the conditions of issue of the new shares to its Sole Shareholder, all in accordance with the exchange ratio mentioned in the merger project published in the Mémorial number 2442 of 7 October 2008.

From an accounting and fiscal point of view, the merger will be effective as from 1st December 2007 as provided for in the merger project.

The new shares of the Absorbing Company shall carry the right to participate in any distribution of profits of the Absorbing Company as from 1st December 2007.

The shareholders' register of the Absorbing Company will be updated in order to reflect the shares issued to the shareholders of the Company in the framework of the merger.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer to the Absorbing Company any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Company following the dissolution without liquidation of the Company, in consideration of the issue by the Absorbing Company to the Sole Shareholder of the Company of one thousand two hundred and seventy-five (1,275) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each together with a share premium of eighteen Euros (EUR 18.-).

According to Article 266 of the 1915 Law, Interaudit, acting as independent expert for the Company, appointed pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 24 September 2008 and pursuant to a decision of the judge of the "tribunal d'arrondissement", examined in its written report the merger project and share exchange ratio being 2.55 new shares in the Absorbing Company in exchange for 1 share of the Company.

The following was stated in the Interaudit report:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that:

* The exchange ratio described in the merger proposal is not relevant and reasonable;

* The valuation method adopted for the determination of the exchange ratio is not appropriate in the circumstances."

The report is annexed to the present deed.

Fourth resolution

The Sole Shareholder states and resolves that without prejudice of the approval of the merger project by the Absorbing Company, the Company will be dissolved without liquidation and will cease to exist pursuant to Article 274 of the 1915 Law from the day of the present deed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder notes that the merger is effective, from an accounting and fiscal point of view, as from 1st December 2007 without prejudice to the provisions of Article 273 of the 1915 Law regarding the effects of the merger towards third parties.

Discharge is granted to the managers of the Company for the accomplishment of their mandate until today.

Statements

The undersigned notary states the existence and the legality of the deeds and formalities of the merger executed by the Absorbing Company and the Company, and the merger project.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this merger are estimated at approximately 1,900.- Euro.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

WHEREOF the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu Grosvenor Retail European Properties II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 101510 (l'"Associé Unique") ici représentée par Régis Galiotto, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 13 novembre 2008.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de GREP Toulouse I S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113626 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 774, page 37127 en date du 18 avril 2006 (la "Société"). Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Joseph Elvinger, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 29 novembre 2006 publié au Mémorial numéro 443, page 21240 en date du 23 mars 2007.

Les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") ayant trait aux fusions ont été accomplies:

a) Publication le 7 octobre 2008 du projet de fusion dans le Mémorial numéro 2442, soit un mois avant la date des assemblées générales convoquées afin de décider sur le projet de fusion.

b) Elaboration d'un rapport écrit par le conseil de gérance de chacune des sociétés fusionnantes expliquant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des parts sociales.

c) Elaboration d'un rapport par un expert indépendant, Interaudit ("Interaudit"), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, nommé conformément à une résolution du conseil de gérance de la Société datée du 24 septembre 2008, conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement et adoptée conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915.

d) Dépôt des documents requis par l'Article 267 la Loi de 1915 au siège social de la Société un mois avant la date des assemblées générales des sociétés fusionnantes.

Une copie des rapports mentionnés aux points b) et c) sera annexée au présent acte.

Après acceptation de ce qui précède par l'Associé Unique, il a pris les résolutions suivantes conformément à l'article 14 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique déclare qu'il a pris connaissance du projet de fusion par acquisition de la Société par GREP Toulouse, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134261 (la "Société Absorbante").

La fusion sera réalisée par l'apport de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société, sans exception, ni réserve, à la Société Absorbante.

L'Associé Unique constate que le projet de fusion a été exécuté par le conseil de gérance de la Société et de la Société Absorbante le 24 septembre 2008 et a été publié au Mémorial numéro 2442 en date du 7 octobre 2008, conformément à l'Article 262 de la Loi de 1915.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le projet de fusion de la Société, tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008 dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception, ni réserve.

L'Associé Unique décide, en outre, de réaliser la fusion par le transfert, suivant dissolution sans liquidation, de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante.

L'Associé Unique décide d'approuver le transfert de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à la Société Absorbante et les conditions d'émission des nouvelles parts sociales à son Associé Unique, conformément au rapport d'échange mentionné dans le projet de fusion tel que publié au Mémorial numéro 2442 du 7 octobre 2008.

D'un point de vue comptable et fiscal, la fusion prendra effet à partir du 1^{er} décembre 2007, telle que prévu dans le plan de fusion.

Les nouvelles parts sociales de la Société Absorbante donneront droit de participer à toute distribution de bénéfices de la Société Absorbante à partir du 1^{er} décembre 2007.

Le registre des associés de la Société Absorbante sera mis à jour afin de refléter les parts sociales émises aux associés de la Société dans le cadre de la fusion.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de transférer à la Société Absorbante tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société suite à la dissolution sans liquidation de la Société, en considération de l'émission par la Société Absorbante à l'Associé Unique de la Société de mille deux cent soixante-quinze (1.275) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune ensemble avec une prime d'émission de dix-huit Euros (EUR 18,-).

Conformément à l'Article 266 de la Loi de 1915, Interaudit, agissant en sa qualité d'expert indépendant pour la Société, nommé suite à une résolution du conseil de gérance de la Société du 24 septembre 2008 et conformément à une décision du juge du tribunal d'arrondissement, a examiné dans son rapport écrit son projet de fusion et le rapport d'échange des parts sociales étant de 2,55 nouvelles parts sociales de la Société Absorbante en échange de 1 part sociale de la Société.

Le rapport de Interaudit a établi que:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que:

- * le rapport d'échange retenu dans le projet de fusion ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent;
- * les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances."

Le rapport est annexé au présent acte.

Quatrième résolution

L'Associé Unique note et décide que, sans préjudice de l'approbation du projet de fusion par la Société Absorbante, la Société sera dissoute sans liquidation et cessera d'exister conformément à l'Article 274 de la Loi de 1915 à partir du présent acte.

Cinquième résolution

L'Associé Unique note que la fusion prend effet, d'un point de vue comptable et fiscal, à partir du 1^{er} décembre 2007 sans préjudice des dispositions de l'Article 273 de la Loi de 1915 concernant les effets de la fusion vis-à-vis de tierces personnes.

Décharge est accordée aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à ce jour.

Constatation

Le notaire soussigné constate, l'existence et la légalité des actes et des formalités de la fusion exécutées par la Société Absorbante et la Société, et le projet de fusion.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelques formes que ce soit, incombant à la Société en raison de cette fusion sont évalués à approximativement à 1.900.- Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, le présent acte a été fait à Luxembourg, date qu'en tête du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite à la personne comparante et dont le notaire connaît le nom, prénom, état civil et résidence, la personne pré-mentionnée a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC le 24 novembre 2008. Relation LAC/2008/47058. - Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

J. ELVINGER.

Référence de publication: 2009003922/211/204.

(090003439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Parcadia Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 71.693.

The board of directors of the Company (the Board), acting in its capacity as management company of Full Return Alternative Premium Fund, a Luxembourg fonds commun de placement-fonds d'investissement spécialisé (the Fund) informs the unitholders of the Fund that the net assets of the Fund have decreased below an amount that is, in the Board's opinion, the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner and that, accordingly, the Board has, in accordance with article 15.4 of the Fund's management regulations, resolved by resolutions adopted on 6 January 2009 to dissolve and liquidate the Fund with effect as of 6 January 2009.

Should you have questions, please contact Dr Yves Wagner at Parcadia Asset Management S.A. at 00352 26 86 77 02.

FOR PUBLICATION

Parcadia Asset Management S.A.

acting in its capacity as management company of

Full Return Alternative Premium Fund

Référence de publication: 2009004077/253/17.

H & A Lux Partners AIP FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. vom 22. Dezember 2008 wurde das Sondervermögen H & A Lux Partners AIP FIS am 30. Dezember 2008 aus wirtschaftlichen Gründen aufgelöst.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxembourg, im Januar 2009.

Hauck Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Für den Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009004080/1346/10.

Chauffage du Nord S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7420 Cruchten, 45A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 22.574.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009000022/3560/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05234. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Bond Street Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 90.231.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 30 septembre 2008 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* Mme Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, née le 14/01/1951 à Fès (Maroc), demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg

* M. Albert Aflalo, administrateur de sociétés, né le 18/09/1963 à Fès (Maroc), demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen à L-1118 Luxembourg

* M. Philip Massonnet, administrateur de sociétés, né le 15/09/1957 à Ependes, demeurant à lury 13, CH-1807 Blonay.

- A été réélue au poste de commissaire aux comptes:

* Montbrun Révision Sàrl, immatriculée au RCS sous le N° 67.501, sise «Le Dôme», Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Leurs mandats se termineront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2009000357/677/24.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08787. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Prop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 65.660.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière anticipée le 26 novembre 2008

Résolutions:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période de deux ans expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010 / 2011 comme suit:

MM Luca Checchinato, employé privé, né le 6 décembre 1960 à San Bellino (Italie), demeurant professionnellement 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, président;

Dominique Audia, employé privé, né le 16 mars 1965 à Metz (France), demeurant professionnellement 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Francesco Casoli, administrateur de sociétés, né le 5 juin 1961 à Senigallia (Italie), demeurant Via G. Minzoni 156A, 60044 I-Fabriano (Italie), administrateur;

Luca Antognoni, employé privé, né le 13 juillet 1978 à Fano (Italie), demeurant professionnellement 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Mme Gianna Pieralisi, administrateur de sociétés, née le 12 décembre 1934 à Monsano (AN) (Italie), demeurant Via G.B. Milani 20, I-60044 Fabriano (Italie), administrateur;

Commissaire aux comptes

ComCo S.A., 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROP S.A. Société Anonyme

Signature / Signature

un administrateur / un administrateur

Référence de publication: 2009000136/24/29.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07523. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Sun Microsystems Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 211.063.550,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 77-79, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 76.953.

—
EXTRAIT

L'associé unique, lors de l'assemblée générale ordinaire 20 novembre 2008, a décidé de modifier la durée du mandat de son gérant:

- Monsieur Pierre Henin, né le 16 avril 1961 à Ciney (Belgique), demeurant au 7D rue Saint Gilles, B-5590 Ciney, Belgique.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes au 30 juin 2008.

L'associé unique, lors de l'assemblée générale ordinaire 20 novembre 2008, a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprise:

- ERNST & YOUNG, société anonyme, réviseur d'entreprises, 7 parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach, RCS n° 47.771.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes au 30 juin 2008.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Pour SUN MICROSYSTEMS LUXEMBOURG S.à.r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2009000126/833/25.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07882. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Plafotech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Z. I. Um Monkeler.

R.C.S. Luxembourg B 110.865.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2008

L'assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de:

- Monsieur Joseph THEYSEN, demeurant professionnellement à L-3895 Foetz, rue de l'Industrie;

- Madame Danielle GUELFF, demeurant professionnellement à L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle Um Monkeler;

- Madame Yolande DUVOISIN, demeurant professionnellement à L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.

Le mandat des administrateurs, ainsi nommés, viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2009.

L'assemblée renouvelle le mandat de Monsieur Yann DORUCH, demeurant professionnellement à L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle Um Monkeler, en tant que Directeur Général avec les pouvoirs les plus étendus de gestion journalière par sa signature conjointe avec celle d'un administrateur, sa cosignature étant obligatoire pour toutes décisions engageant la société dans le cadre de son activité.

Le mandat du Directeur Général, ainsi nommé, viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2009.

L'Assemblée renouvelle également le mandat du commissaire aux comptes de la société MAZARS, 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2009.

MAZARS

Signature

Référence de publication: 2009000573/1682/29.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08082. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Héritage Commercial Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 105.172.

—
EXTRAIT

L'Assemblée générale du 23 octobre 2008 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Mr Martin LIDGREN, Administrateur A, Président, administrateur de sociétés, Getingevägen 3 LHG 11, S-22241 Lund, Suede;

- Mr Henri GRISIUS, Administrateur B, licencié en sciences économiques appliquées, 3-5, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Luxembourg ;

- Mr Laurent HEILIGER, Administrateur B, licencié en sciences commerciales et financières, 3-5, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008.

L'assemblée générale du 23 octobre 2008 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 18, rue Hiehl, L-6131 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Pour HERITAGE COMMERCIAL VENTURES S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2009000127/833/25.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06922. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Halford International S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.811.

—
Extrait du contrat de cession de parts signé le 29 janvier 2008

En vertu du contrat de cession de parts signé en date du 29 janvier 2008, les parts de la Société ont été transférées comme suit:

BEPI LLP Invest Limited, a transféré 100 parts ordinaires de 125 Euro détenues dans la Société à Balmain European Property Investments LLP, ayant son siège social au 25, Heathmans Road, Londres SW6 4TJ, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 20 novembre 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Manager

Signatures

Référence de publication: 2009000128/9168/19.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09771. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

XB Luxembourg Holdings 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 116.860.

—
Extrait des minutes de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 30 septembre 2008

A l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de XB Luxembourg Holdings 1 SA, il a été décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Mr Robert van Goethem en qualité d'administrateur A de la société avec effet au 1^{er} octobre 2008;

- De nommer Mr Jens H. Lund, né le 8 novembre 1969 à Gram, résidant professionnellement Klintebakken 17, 2690 Karlslunde, Danemark comme administrateur A de la société avec effet au 1^{er} octobre 2008 et ce jusqu'à la prochaine assemblée qui se tiendra en 2009.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Xavier De Cillia
Administrateur B

Référence de publication: 2009000129/710/20.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03204. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 116.856.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 30 septembre 2008

En date du 30 Septembre 2008, l'Associé Unique de XB Luxembourg Holdings 2 S.à.r.l («la société») a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr Robert van Goethem en qualité de gérant de la société avec effet au 1^{er} octobre 2008;

- De nommer Mr Jens H. Lund, né le 8 novembre 1969 à Gram, résidant professionnellement Klintebakken 17, 2690 Karlslunde, Danemark comme gérant de la société avec effet au 1^{er} octobre 2008 et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Xavier De Cillia
Gérant

Référence de publication: 2009000130/710/18.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03198. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Getronics PSF Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 15, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 113.486.

—
Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société du 1^{er} septembre 2008, que celui-ci:

- a nommé Monsieur Marc Fosséprez, né le 20 octobre 1958 à Liège, avec adresse professionnelle à L-2529 Howald, 15, rue des Scillas, en tant que dirigeant de la Société, ceci avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dans le cadre de sa fonction, Monsieur Fosséprez aura individuellement le pouvoir d'engager la Société dans le cadre de la gestion journalière sous sa signature unique, sauf en ce qui concerne la représentation de la Société vis-à-vis des autorités de régulation du secteur financier, dans le cadre de laquelle il devra agir conjointement avec le deuxième dirigeant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009000131/5499/21.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07755. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Emporio International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.589.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

International Tax Planners

P.O. Box 156 LU-2011 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2009000226/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05667. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Ornig & Scheibert Software S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 77.522.

Die Bilanz am 31.12.2007 ist beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

L-6783 GREVENMACHER, 31, OP DER HECKMILL

EXPERT COMPTABLE, FIDUCIAIRE

Unterschrift

Référence de publication: 2009000230/2951/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05111. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Veolia Propreté Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.562.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 97.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009000243/6063/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03451. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

SGI Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6142 Junglinster, 6, rue Rham.

R.C.S. Luxembourg B 55.943.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 22 décembre 2008.

Laurent NILLES

Président

Référence de publication: 2009000233/2885/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04924. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

BUPA Europe Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.534,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 133.882.

Le bilan au 31 décembre 2007 dûment approuvé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BUPA EUROPE LIMITED

Signature

Référence de publication: 2009000237/7491/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07568. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Private Collection S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3644 Kayl, 8, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 76.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22.12.2008. Signature.

Référence de publication: 2009000244/1315/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07399. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Sometimes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 27, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22.12.2008. Signature.

Référence de publication: 2009000245/1315/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07397. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080188097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Cogexim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 114.023.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Pour la société

ACR SERVICES S.A.

Signature

Référence de publication: 2009000246/1644/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04941. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

MTL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.

R.C.S. Luxembourg B 88.503.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009000247/3575/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX08751. - Reçu 119,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

LOWO Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2135 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 24.665.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Claude WASSENICH

Avocat à la Cour

Référence de publication: 2009000250/276/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2008, réf. LSO-CO05679. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

LOWO Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2135 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 24.665.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Claude WASSENICH

Avocat à la Cour

Référence de publication: 2009000251/276/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2008, réf. LSO-CO05678. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Transports CITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 77.917.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Claude WASSENICH

Avocat à la Cour

Référence de publication: 2009000252/276/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 mars 2008, réf. LSO-CO05693. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Société Immobilière Patrimoniale Massaranduba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 110.504.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009000265/1133/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07129. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Evolution Plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 108.292.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009000266/1133/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07133. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Uknum Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 64.143.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 18 novembre 2008

La démission de Monsieur SCHAUS Adrien de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur ROSSI Jacopo, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona di Piave (Italie), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société pour une période de deux ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Luxembourg, le 18 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme

UKNITUM HOLDING S.A.

Robert REGGIORI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009000365/545/19.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06555. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.
